



Mairie de Combs-la-Ville  
Esplanade Charles de Gaulle  
CS 10570 - 77 383 Combs-la-Ville Cedex  
Tel. : 01 64 13.16.00  
Fax : 01 60.18.06.15

Envoyé en préfecture le 14/05/2024

Reçu en préfecture le 14/05/2024

Publié le 15/05/2024

ID : 077-217701226-20240514-2024\_236A-AR



## A R R E T E n° 2024 1236 - A

### ARRETE DU MAIRE AU NOM DE L'ETAT POUR UN PROJET DE REHABILITATION ET D'EXTENSION D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (ERP) DE TYPE L DE 5<sup>E</sup> CATEGORIE, SIS 1, RUE CHARDIN A COMBS-LA- VILLE, DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF N° 077.122.21.00041/M01.

LE MAIRE,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de l'Urbanisme ;
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L111-7, L111-8, R111-19 à R111-19-26, R123-1 à R123-55, R152-4 et R152-5;
- VU l'arrêté modifié du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5ème catégorie ;
- VU l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, modifié par le décret n° 2016-1201 du 5 septembre 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 96/20/CAB/SIACEDPC du 22 juillet 1996 portant création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité, modifié par l'arrêté préfectoral n° 03/048/CAB/SIDPC du 19 juin 2003 portant organisation du contrôle des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur en matière d'accessibilité et de protection contre les risques d'incendie et de panique ;

VU le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifié par le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 (arrêté du 8 décembre 2014 pour le cadre bâti existant, arrêté du 1er août 2006 pour les ERP créés ;

VU la demande de permis de construire modificatif présentée le 17 janvier 2024 par la société 3 MOULINS HABITAT, représentée par Monsieur Philippe CUMINETTI, sise 60, rue des Meuniers à RUBELLES (77950) ;

VU l'avis réputé favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité pour les personnes handicapées à la date du 29 mars 2024 ;

VU l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de Melun en date du 11 avril 2024, assorti de 2 nouvelles prescriptions.

Envoyé en préfecture le 14/05/2024

Reçu en préfecture le 14/05/2024

Publié le 15/05/2024

ID : 077-217701226-20240514-2024\_236A-AR

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le projet de réhabilitation et d'extension d'un immeuble de 12 logements et de salles associatives (ERP de type L de 5<sup>e</sup> catégorie) sis 1, rue Chardin à Combs-la-Ville, est autorisé conformément au permis de construire modificatif n° 077.122.21.00041/M01, dans les conditions prévues par le Code de la Construction et de l'Habitation, le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les règles relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les ERP.

**ARTICLE 2:** Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ont l'obligation de veiller au respect ou à la mise en œuvre des 2 nouvelles prescriptions figurant sur le procès-verbal de la commission de sécurité de l'arrondissement de Melun en date du 11 avril 2024 et annexé au présent arrêté (PV n° 2024-08 – affaire n° 16).

**ARTICLE 3 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne pour le contrôle de légalité.

Le présent arrêté sera notifié au demandeur.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5:** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.

Fait à Combs-la-Ville, le

14 Mai 2024



**Le Maire**  
**Guy GEOFFROY**